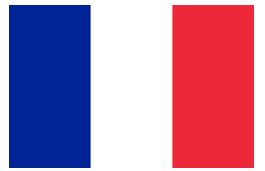


Pays : France



Conseil des Ministres de l'Économie et de la Technologie

L'intelligence artificielle et les nouvelles technologies : "Comment l'Europe peut-elle garantir son indépendance et utiliser l'intelligence artificielle pour dynamiser la croissance européenne ?

L'un des buts les plus importants pour la France en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle est de trouver la place de l'intelligence artificielle dans la société contemporaine et de réfléchir sur les conséquences qu'elle peut avoir sur celle-ci. C'est dans cet esprit-là que Emmanuel Macron s'est exprimé le 28 mars 2018 au Collège de France pour dévoiler la stratégie nationale concernant cette technologie nouvelle qu'est l'IA Car il semble impensable à la France de construire une Europe souveraine et forte économiquement sans se pencher sur cette révolution qu'est l'intelligence artificielle. Sans oublier qu'elle ne représente pas à elle seule cette révolution technologique, mais doit être comblée de super ordinateur et de méga-serveur.

Ce qui est extrêmement important pour la France est que le progrès technique, le progrès humain, la transformation économique et la transformation sociale se fassent en même temps dans l'ensemble de l'Union européenne et sous une même régulation européenne. Tout en faisant attention à ce que cette possible utopie ne devienne pas une dystopie. Pour ceci il faut avant tout ne pas craindre le changement et le progrès technologique, bien que certaines prédictions pourraient supposer le contraire, l'intelligence artificielle peut et doit porter à un monde meilleur. Il ne faut pas pour autant être naïf et penser que cette transition dans le monde de l'intelligence artificielle se fera sans nécessité de régulation et d'intervention de la part des États et des entités régulatrices.

### Stratégie

Avant toute chose il faut former. Former de jeunes talents qui eux ensuite eux créeront des opportunités d'investissement. Ceci passe par une immersion dès le lycée dans le monde technologique, mais bien évidemment aussi par des universités spécialisées dans les nouvelles technologies. Sans oublier le plus grand fléau de ce début du XXI<sup>ème</sup> pour l'Europe, la fuite des cerveaux. Il faut à tout prix garder les plus grands scientifiques dans nos systèmes éducatifs et ceci passe par des investissements massifs. C'est pour cela que la France a doublé les financements dédiés aux études en intelligence artificielle.

Sans la politique de l'ouverture des données, que la France applique déjà depuis plusieurs années. Elle permet l'émergence de champions de l'intelligence artificielle. Il faut étendre cette politique au niveau européen, pour cela il est impératif de créer un cadre européen protégeant les données privées, au-delà du RGPD. Car chacun doit garder sa souveraineté sur ses données. C'est une ligne fine celle qui définit l'usage des données personnelles et l'intrusion dans la vie privée de ses propriétaires. C'est pour cette raison que le débat doit être mené à un niveau européen. Ouverture de ces milliers de données peut être très prolifique pour le secteur privé et public. Il sera possible de prévoir des épidémies, détecter des pathologies à un niveau national voire international, réduire les erreurs humaines en médecine, optimiser les transports publics, augmenter les rendements dans le secteur agroalimentaire en prévoyant les sécheresses et les crues. Pour réinventer la médecine, l'agriculture, les

transports, le travail et le commerce de demain. Mais pour ceci il est impératif d'ouvrir ces bases de données encore inexploitées à la recherche et à l'expérimentation, à l'entreprise privé tout comme à l'université et au secteur publique.

L'investissement ne doit pas être fait seulement au niveau du système éducatif mais aussi dans l'industrie et dans les projets de grande échelle. Cette stratégie aussi doit être coordonnée à un niveau européen et doit promouvoir l'échange d'information et la spécialisation de certains pays dans certains secteurs. Les secteurs à développer impérativement sont ceux de l'énergie, de la défense, de la mobilité et de la finance.

Pour que cette transition dans le monde de l'IA se passe en bonne et due forme il faut imposer des règles. C'est pour ça qu'il faut créer un débat moral et éthique qu'un tel progrès technologique engendre. Car laisser le choix aux entreprises privées et aux autres puissances mondiales signifierait la perte de contrôle sur le futur de l'Europe. Il y a d'autres chantier qui sont cher au gouvernement français comme celui de l'égalité sociale et de sexe dans ce secteur qui concerne le futur de l'humanité. Ou bien même celui du combat contre l'hyper concentration de la valeur créée ou bien de la territorialisation des données.

Peu importe les défis et les combats qui devront être gagnés, la France est déterminée à défendre sa place et celle de l'Europe à la table des superpuissances.